

Marc

“Les Russes ne voyaient pas le rapport entre la chute du Mur

et la remise en cause du communisme...”

Ferro

9 novembre 1989, le “mur de la honte” tombe. Vingt ans plus tard, l'historien Marc Ferro revient sur un événement dont on ne mesure, sur le moment, ni l'ampleur ni les conséquences.

C'était il y a vingt ans : le mur de Berlin, symbole par excellence d'un monde séparé en deux blocs, s'ouvrait. Ce soir du 9 novembre 1989, et dans les jours qui ont suivi, les caméras ont retransmis « la chute » en direct : béton attaqué à coups de pioche, Allemands de l'Est incrédules accueillis au champagne à Checkpoint Charlie, Rostropovitch, le violoncelliste russe « passé à l'Ouest », jouant Bach assis sur une mauvaise chaise au pied du Mur ébranlé... Tout y était : la liberté conquise, la déliquescence des régimes communistes, la victoire des droits de l'homme sur le totalitarisme. La chute du Mur procura l'image, mais le véritable événement historique eut lieu en 1991, avec la désagrégation de l'Union soviétique, après qu'un à un tous les pays du bloc de l'Est se furent libérés de son emprise. Fin de l'Histoire ? Fin d'un monde surtout. C'est ce que l'historien Marc Ferro, bien connu des téléspectateurs pour son talent à faire parler les archives du XX^e siècle, nous explique aujourd'hui...

Qu'est-ce qui fait du 9 novembre 1989 un moment historique ?

Encore aujourd'hui, on a tendance à parler de la chute du mur de Berlin comme d'une affaire presque locale : un mur a brutalement divisé la ville en deux, pendant près de trente ans les habitants ont subi de grands drames, c'est pathétique, c'est horrible, et puis ils se sont révoltés jusqu'à abattre le Mur, vive la liberté ! Pour moi, si la chute du Mur est un événement

considérable, c'est parce qu'il s'inscrit dans celle du communisme. Le 9 novembre a été ce moment fortement symbolique où s'est manifestée sa faillite.

Et traiter cet événement sans le relier à l'effondrement du régime soviétique, c'est manquer le sujet !

Ne risque-t-on pas de manquer aussi quelque chose si on ne s'arrête pas sur la signification particulière de ce mur dans l'histoire allemande ?

Bien sûr, il s'inscrit dans l'histoire – du mythe même, à un certain moment – de l'unité allemande. Et en 1989, on a d'abord vu cela. Quand ce mur a été érigé par la RDA dans la nuit du 12 au 13 août 1961, c'était avec l'argument de « protéger » les Allemands de l'Est de l'influence néfaste de l'Ouest responsable du nazisme – en réalité de les empêcher de fuir vers la RFA.

L'histoire du Mur témoigne aussi de la position centrale de l'Allemagne dans la guerre froide. Depuis 1945, l'Allemagne (et Berlin) était divisée et occupée par les Alliés : Etats-Unis, Royaume-Uni, France, URSS. Très vite, les Soviétiques ont défendu leur zone d'influence par des frontières de barbelés, le fameux « rideau de fer » dont parlera Churchill en 1946. Les Etats-Unis renforçaient à fond la partie ouest de l'Allemagne, et ce d'autant plus qu'ils doutaient de la fiabilité de l'allié français en cas de conflit avec l'URSS, à cause de la puissance du PCF.

Mais s'il y avait tant de communistes en France dans ces années d'après guerre, c'était précisément par opposition à l'aide américaine à l'Allemagne. Les cartes étaient donc truquées.

En 1949, les Etats-Unis poussent à la création de la République fédérale d'Allemagne. Riposte immédiate à l'Est, avec la proclamation de la République démocratique allemande.

En 1961, au moment où est construit le Mur, le rideau de fer existe déjà. Qu'est-ce que ce mur représente de plus ?

Ce mur de béton est la matérialisation extrême du « rideau de fer ». Vu de l'Ouest, c'est le « mur de la honte » ; vu de l'Est, c'est

le « rempart antifasciste ». Autour de ce symbole, Berlin est la zone ultra sensible des relations Est-Ouest, d'où dépend la guerre ou la paix en Europe. Mais curieusement, à partir de l'érection du Mur, l'ignorance de l'Allemagne de l'Ouest à l'égard de celle de l'Est n'a cessé d'augmenter. Si on étudie dans les archives TV de la RFA et de la RDA, comment elles parlent l'une de l'autre, on est surpris de cela. L'Allemagne de l'Ouest (a fortiori le reste du « monde libre ») qui redécouvre Berlin-Est en cette fin 1989 ne sait plus rien d'elle et de ses habitants. Un gouffre d'ignorance, à l'image de l'écart qui s'est creusé entre l'Ouest et l'Est de l'Europe. C'est pourquoi des films récents comme *Good Bye Lenin!* et *La Vie des autres* ont été accueillis comme des révélations. Pour la première fois y était décrite la vie quotidienne à Berlin-Est.

Mais vous insistez, la chute du Mur n'est pas un événement seulement allemand. Pourquoi avons-nous du mal à l'associer à la chute du communisme ?

Pour l'opinion générale, ce lien est aujourd'hui établi. Je constate seulement des frontières mentales chez les spécialistes, qui tiennent aux traditions académiques autant qu'aux histoires propres à chaque pays. Souvent, ceux qui travaillent sur l'Allemagne ne parlent pas de l'URSS, les experts de l'Europe de l'Est oublient l'Allemagne de l'Ouest, et quand on dessine l'Europe post-communiste, on peut omettre la Russie. **De quand datez-vous les premiers signes d'affaiblissement du communisme, autrement dit, quand le Mur a-t-il commencé à tomber ?**

Pour l'Occident, l'URSS n'était plus un modèle plusieurs décennies avant la chute du régime. Sa désagrégation commence avec l'élection de Gorbatchev à la tête du Parti communiste et du Soviet suprême en 1985. Fait remarquable, le système se désagrège par le haut, et non par le bas. Les chefs d'Etat occidentaux n'ont pas voulu le voir tout de suite, et certains se sont même méfiés de Gorbatchev plus que de ses prédécesseurs. C'est donc surtout par sa politique

à l'égard de l'Europe de l'Est qu'il a prouvé au monde sa détermination à desserrer l'étau. Il félicite le général Jaruzelski pour sa politique de négociation avec Solidarnosc en Pologne, qui aboutira à l'organisation d'élections libres en août 1989 et à la nomination de Tadeusz Mazowiecki comme chef de gouvernement... **Lequel Jaruzelski avait lourdement réprimé le mouvement Solidarnosc quelques années plus tôt !**

Bien sûr ! Mais vous remarquerez que, déjà en 1981, lorsque Jaruzelski a décrété l'état de siège en Pologne, les Soviétiques ne lui ont pas prêté main-forte. Il a d'ailleurs joué sa légitimité là-dessus, en prétendant serrer la vis aux Polonais pour leur éviter une répression bien pire de la part des Russes. Il a été cru, et on ne saura jamais s'il bluffait et si les tanks soviétiques menaçaient ou non d'intervenir. En tout cas, Gorbatchev officialise cette politique de non-ingérence. Il donne clairement le signal d'un changement global, par ses déclarations à propos de la Pologne, par l'annonce du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, par ses remontrances à l'encontre du régime d'Allemagne de l'Est, qu'il juge obstinément répressif. « *Celui qui arrive trop tard, la vie se charge de le punir* », lance-t-il à Erich Honecker... **Et quelques semaines après, le Mur tombait...**

Il était déjà presque ouvert. Mais cela restait clandestin,

parcellaire, avec la complicité tacite des pays voisins. La Hongrie avait partiellement démonté le rideau de fer à sa frontière avec l'Autriche, des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est sont ainsi passés à l'Ouest pendant l'été 1989. Et quand Gorbatchev vient à Berlin-Est le 6 octobre 1989 pour le 40^e anniversaire de la RDA, il est accueilli en libérateur : « *Gorbi, Freiheit* » (Gorbi, la liberté), réclament les manifestants. Honecker démissionne quelques jours après, remplacé de façon éphémère par Egon Krenz, et il n'y a déjà presque plus de gouvernement lorsque l'un des cadres du Parti annonce l'ouverture immédiate du Mur le soir du 9 novembre.

Comment cet événement a-t-il été vécu à Moscou ?

Il a été assez largement ignoré. A ce moment-là, les Russes étaient davantage préoccupés par les manifestations des mouvements indépendantistes dans les provinces baltes. On ne voyait pas le rapport entre la chute du Mur et la remise en cause du communisme. Personne parmi les chefs d'Etat occidentaux n'a associé la chute du Mur au destin de l'Union soviétique. Mais les Russes eux-mêmes avaient du mal à comprendre où allait la perestroïka.

D'ailleurs, en 1990, peu de temps après la chute du Mur, j'étais à Moscou pour préparer un livre, et j'ai reçu un coup de téléphone du président de l'Académie des sciences, qui avait « un service » à me demander. Il m'invite à déjeuner et me propose de faire une conférence devant l'Académie. Sur la révolution d'Octobre ? « *Non, non, pas ça !* » me répond-il. Et, parlant plus bas : « *Nous, à l'Académie, on ne comprend pas bien ce qu'est la perestroïka, est-ce que vous pourriez nous expliquer ?* » Deux jours après, me voilà devant les Académiciens russes en train de leur expliquer comment Gorbatchev démontait comme un mécanicien, pièce par pièce, le système soviétique.

Vous avez immédiatement vu où Gorbatchev allait ?

Je voyais bien qu'il voulait réformer en profondeur. Mais j'observais aussi qu'il était totalement étranger au problème national en Russie même. Par exemple, lors des émeutes à Soumgait (Azerbaïdjan), en 1988, où les Azéris massacraient les Arméniens, Gorbatchev a demandé à la police soviétique de Bakou d'intervenir, mais il n'a pas réalisé que ses rangs étaient presque entièrement azéris et pas russes. « *Les Azéris ne tirent pas sur des Azéris* », lui répondit-on à Bakou. C'est que, contrairement à la police de l'Algérie coloniale, où il n'y avait pas un seul Arabe, les structures étatiques en Azerbaïdjan (comme dans beaucoup des pays annexés à l'Empire soviétique) étaient devenues à leur base plus indigènes que russes. Gorbatchev comprenait mieux le problème polonais ou allemand que celui des nationalités en URSS.

L'Empire soviétique avait-il nié les nations ?

Oui et non. On n'a peut-être pas assez souligné que, malgré presque cinquante ans (de 1945 à 1989 ou 1991) d'occupation soviétique ou de gouvernement pro-soviétique, aucune uniformisation de l'Europe de l'Est n'a eu lieu. Plus il y a eu de mesures unificatrices de la part de Moscou – militaires avec le pacte de Varsovie, économiques avec le Comecom, ou administratives et pratiques (chemins de fer, douanes, échanges...) –, plus ces pays sont devenus différents les uns des autres. Par parenthèse, vous constaterez que c'est pareil pour l'Europe ! Depuis que l'Union européenne existe – disons depuis les accords acier-charbon de 1950 –, l'Allemagne, l'Angleterre et la France sont toujours aussi différentes les unes des autres.

A lire

Le Mur de Berlin et la chute du communisme expliqués à ma petite-fille, de Marc Ferro (éd. du Seuil, 128 p., 8 €).

A voir

Les « Rencontres de Lyon », forum *Libération*, trois jours de débats sur le thème « **L'Europe, vingt ans après la chute du Mur** ». Du 18 au 20 septembre. Débat organisé par *Télérama* : « **Nouveaux murs dans un monde sans frontières ?** », avec Michel Agier et Michel Foucher, le 18 septembre à 16h30, à l'Opéra de Lyon. Berlin sera la ville invitée de Citéphilos, à Lille, du 12 au 29 novembre.



DÉCEMBRE 1989, LES BERLINOIS CÉLÈBRENT LA CHUTE DU MUR.

En l'espace de deux ans, entre 1988 et 1990, tous les ex-pays de l'Est se sont dotés de régimes à peu près démocratiques. La Russie, en revanche, a semblé entrer dans le chaos. Pourquoi cette différence ?

« Les Russes, ce peuple de muets », disait Alexandre Zinoviev. Même s'ils n'en pensaient pas moins, c'est vrai qu'ils étaient davantage anesthésiés par l'intoxication du régime. Et en même temps, ce régime, c'est bien eux qui l'avaient édifié... En Europe de l'Est, les populations ont dû accepter le régime communiste à cause des Russes, souvent ennemis héréditaires. Elles sont apparemment passives, certes, mais elles sont vigilantes. Le projet du voyage à l'Ouest, même illusoire, fait le sel de la vie. En Russie, pas du tout. Les gens ne savent pas ce qui se passe à l'extérieur, ils ignorent même souvent les autres pays du bloc soviétique. Ils avaient intériorisé leur désir d'une « vie normale ». Mais celui-ci s'est très vite libéré lorsqu'ils ont vécu les premières élections libres en 1989 à la Chambre des députés. Toujours un seul parti, mais plusieurs candidats, souvent « sans parti » ! Alors ça a été une explosion de parole, d'expression. Tout le monde avait un plan pour réformer le pays. Tout le refoulé sortait ! On voyait s'exprimer à la télévision des intellectuels, des architectes, des journalistes, et non plus seulement des ouvriers ou des paysans. Sakharov pouvait discuter avec Gorbatchev...

Mais l'organisation soviétique était un système paralysé. On n'a pas compris Tchernenko lorsqu'il se désolait : « *Il y a trop de démocratie en URSS et cela nuit à la discipline.* » La démocratie qu'il désignait était celle des divergences d'intérêts et des fonctions rivales. Dans chaque institution devait être représenté chaque corps qui y participait. Pour un hôpital, il y avait le représentant du collectif des médecins, celui des infirmiers, de la Ville, du Parti, de l'administration, des patients... tous communistes. Cela rendait les institutions immobiles... On voit

bien d'ailleurs, suivez mon regard, que la bureaucratisation des administrations peut exister ailleurs et sans les Soviets ! **Les nostalgiques du communisme ne cessent d'augmenter, en Russie, mais aussi dans les ex-pays de l'Est. Comment l'expliquez-vous ?**

Vingt pour cent des électeurs de l'ex-Allemagne de l'Est ont voté communiste dix ans après la chute du Mur. Et l'on sait que, partout, l'ex-nomenklatura s'est perpétuée au pouvoir sous d'autres noms. Mais, pour beaucoup de citoyens, la fin du communisme a surtout signifié leur propre ruine. Surtout en Russie. Entre 1991 et 2000, les salaires n'étaient plus payés. Avec l'inflation inouïe du rouble après la perestroïka, les économies des gens ne valaient plus rien du jour au lendemain. Les filets de protection sociale ont sauté : fini les écoles et la médecine gratuites, etc. Les Russes ont subi un choc sans thérapie. De quoi nourrir plus que des réserves sur les mérites de la démocratie libérale ! Il a fallu attendre Poutine pour que les salaires soient à nouveau en partie payés. Et globalement, les Russes sont aujourd'hui moins proches de leurs dirigeants qu'ils ne l'étaient de leur syndicat ou de leur section du Parti. Comment se sentir proche des rois du pétrole ? Au moins, avant, il n'y avait pas de rois de ce type-là.

A votre avis, il serait temps qu'ici, en France, on affine notre vision de la Russie ?

Le sentiment antirusse et antisoviétique est ici presque de tradition ! Nous avons eu le PC le plus fort d'Europe et donc un ressentiment à la mesure. On a rayé la Russie après 1989. La droite avait été tellement traumatisée par le communisme soviétique qu'elle n'a pu douter un seul instant que la Russie avait été enterrée avec lui. A gauche, le ressentiment est pire parce qu'on en veut à l'URSS d'avoir construit le contraire du communisme idéal. Les anciens maos et les trostkistes ne le digèrent toujours pas ! Et le Parti socialiste, qui a rompu avec le monde révolutionnaire, reste tétanisé par ses surenchères, venues de sa gauche, et est donc impuissant à incarner une alternative à la droite.

Le communisme est-il vraiment fini ?

Comme projet politique de gouvernement, oui, indéniablement. Il survit bien sûr encore en Corée du Nord, en Chine, à Cuba... dans des régimes plus stalinien que Staline et que plus personne ne songerait à édifier en modèles.

Mais le communisme a aussi porté une espérance qui servait de référence, assumée ou sous-jacente, à toutes les contestations. On ne mesure pas assez le ressentiment d'une société quand les promesses ont été déçues. Le communisme a fait figure de recours pour des révoltes souvent légitimes.

Aujourd'hui, il n'y a plus de recours. Il reste le ressentiment, mais sans les solutions, réelles ou imaginaires ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE PORTEVIN

PHOTO RUDY WAKS/CORBIS OUTLINE POUR TÉLÉRAMA

Hors-série Télérama



9 novembre 1989 : le mur de Berlin tombe devant les caméras du monde entier. Bientôt, l'URSS est désintégrée, le communisme déchu. Qu'en est-il aujourd'hui, à Berlin, mais aussi dans l'ex-Europe de l'Est ? Portraits, reportages, analyses dans "Le mur de Berlin, 20 ans après."

En kiosques le 9 septembre, 100 p., 7,50 €.